

Orne

ouest-france.fr du jeudi 26 mars 2020

Quotidien Ouest-France du vendredi 27 mars 2020

498 mots

# La carte scolaire de la rentrée fait déjà débat

Des élus et un syndicat s'insurgent contre les fermetures de classes envisagées à la rentrée 2020. « Ce n'est qu'un projet », répond l'Éducation nationale.

Les premiers à avoir dégainé, ce sont six élus du département de l'Orne : les parlementaires et le président du conseil départemental. Mercredi, dans un communiqué, ils ont dit leur opposition au projet de l'Éducation nationale de fermer trente classes à la rentrée de septembre 2020. Ils dénoncent une décision prise « **dans l'urgence et sans concertation** » et ont demandé un moratoire au ministre.

## Question de timing

Hier, le syndicat de l'enseignement FSU (Fédération syndicale unitaire) de l'Orne a déclaré « **se réjouir** » de cette demande et « **espérer qu'enfin le ministre de l'Éducation nationale y répondra favorablement** ». Il précise avoir fait cette même demande, le 19 mars, au ministre, à la rectrice et à la directrice académique de l'Orne. Demande restée sans réponse.

Les élus se disent par ailleurs choqués que ces chiffres tombent maintenant alors que « **la priorité est d'assurer la santé de la population** ». Ils mettent en avant également la signature, fin 2018, d'une convention-cadre départementale qui devait, selon ses termes, « **favoriser le dialogue entre tous les acteurs de l'école** ».

Cette convention signée par la préfète, le recteur, le président du Département, le président de l'association des maires de l'Orne et la directrice académique de l'Éducation nationale (Dasen) indiquait que la Dasen s'engageait « **à décorrélér l'évolution du nombre de postes de personnel enseignant de l'évolution démographique ornaise et de ses projections** ».

## Un conseil à reporter ?

La FSU de l'Orne demande, pour sa part, le report du conseil départemental de

l'Éducation nationale (CDEN), prévu la semaine prochaine et portant sur la carte scolaire, « **à l'issue de la période de confinement et après la réouverture des établissements. En cette période, la priorité de l'Éducation nationale ne peut être à la fermeture de classes** ».

« **Il n'est pas concevable de statuer sur l'avenir de classes sans avoir les éléments du terrain puisque les établissements sont fermés**, argumente Laurent Charles, secrétaire général de la FSU 61. **Ni de décider de la fermeture de postes concernant des personnels confinés et pour lesquels cette nouvelle pourrait générer une mise en danger.** »

Seulement un projet

« **La réunion est maintenue**, annonce Isabelle Forêt-Simon, secrétaire générale de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN). **Une rentrée scolaire se prépare un an à l'avance. Si nous n'arrivons pas à tenir le calendrier, nous serons en difficulté pour le mouvement des personnels. Nous risquons de nous retrouver avec des classes sans enseignant ou trop chargées.** »

S'agissant du projet de fermeture de trente classes à la rentrée, elle explique : « **Nous tenons compte de la baisse démographique ainsi que des flux de population dans le département.** » Mais elle rassure : « **ce n'est qu'un projet que nous allons discuter la semaine prochaine. Je déplore que l'on communique avant le dialogue social.** »

Fabienne GÉRAULT.



Il y a un an déjà, les parents d'élèves de Saint-Hilaire-sur-erre, dans le Perche, s'étaient mobilisés contre une fermeture. DR